



kat.komp.

20669

II

Mag. St. Dr.

P

Replique à l'Examen du Mémoire sur les
affaires actuelles de la Pologne. 1791.

Phot. 3602



Bar

Haites, ministres anglois et de la cour de France

RÉPLIQUE
A L'EXAMEN DU MÉMOIRE
SUR LES AFFAIRES ACTUELLES
DE LA
POLOGNE

1791.

par l'Auteur du Mémoire.

Mox patuit breve confinium Artis & falsi.

TAC. ANN. IV. 58.



à VARSOVIE,
de l'Imprimerie de MICHEL GRÖLL, Libraire de la Cour.

Bandolli 155.

Bd. II. 69.

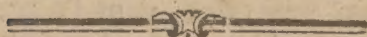
Irritat, mulcet, falsis terroribus implet.

HOR.

24669 II.

RÉPLIQUE

A L'ÉXAMEN.



LE Citoyen (il n'est pas dit de quel pays) qui examine mon Memoire prête si fort le flanc à la réfutation, que j'aurois été tenté de croire que quelqu'un qui me veut du bien, se servant d'une petite ruse de l'Amitié, pour éviter de paroître officieux, vouloit me donner une occasion de mettre la vérité dans un point de jour plus frappant, si ce n'étoit pour l'aspérité des expressions qu'il employe contre moi, & qui me prouve, malgré moi, malheureusement, qu'il est fâché tout de bon.

Si mon examinateur avoit bien voulu suivre mon Exemple & se restreindre à la discussion des choses & non pas des mots; s'il avoit voulu élaguer ce qui ne regardoit pas l'objet de notre dispute; s'il avoit voulu retrancher tout ce qui est déclamation & incivilités; si enfin, il n'avoit cherché plutôt à séduire qu'à convaincre (ce chemin est toujours plus long parcequ'il est plus tortueux) peu de pages auroient suffi à ses objections.



Selon le Système d'une Cour que mon Adversaire paroît vouloir servir, je vois qu'il veut me brouiller absolument, tout anonyme que je suis, avec la Nation ; pas, peut-être, dans l'espérance de faire valoir ses propres raisons, mais, dans celle de m'empêcher de mettre à profit les miennes.

Comment est-il possible qu'un Ecrivain sans Nom, puisse songer à donner des Conseils *impérieux*, à une Nation ? Il peut donner son sentiment d'une manière peu agréable peut-être, mais lorsque ce sentiment paroitra dicté par l'amour du bien, il n'offensera personne de raisonnable, encore moins une auguste Assemblée, qui (excepté des individus qui la composent) doit être respectueusement censée n'en pas avoir la moindre Connoissance.

Page 4.

“ Les Sentimens qu'une Nation peut avoir
„ pour ses voisins sont, ce me semble, dit nôtre Ci-
„ toyen, très-independans des efforts qu'elle fait pour
„ réformer de vieux abus, se donner des loix & éta-
„ blir une administration raisonnable ; c'est de quoi
„ s'est occupée & s'occupe principalement la Diète
„ actuelle. “

Depuis quand est-ce que ceux qui président
au sort les Etats, ont envisagé leurs Affaires intérieu-

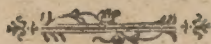
res & extérieures comme indépendantes les unes des autres? — Je pense, au contraire, qu'elles sont intimement liées ensemble; mais la question aujourd'hui est, si c'est au dehors ou au dedans qu'il faut porter ses premiers regards. L'Existence Politique de tout pays va avant son existence Civile. L'Homme cherche à vivre, à respirer, & à se défendre avant que de songer à son bien-être & à ses commodités. — Qui de nous, ayant une maison à arranger & à meubler, ne s'aviserait pas, avant tout, de la sécurité de ce qu'il comptoit de faire chez lui, par de bonnes portes & de bonnes serrures? Quel que soit le succès avec lequel la Pologne travaillera à la réforme de son Gouvernement, à moins de devenir une Nation de Spartiates, elle ne peut exister sans Alliés. Ce doit être son Objet principal de s'en procurer, & (comme dit l'Examineur) *à sa convenance*. De la nature de ces Alliances nous parlerons après; mais, en attendant, gardons nous bien de traiter cet intérêt comme secondaire pour la raison qui suit & qui fera effet sur l'esprit de tout *bon* Citoyen.

Tant que la Pologne n'est point à l'abri de l'Ambition de ses voisins & dans une parfaite sécurité politique, Elle éprouvera toujours plus ou moins les funestes effets de l'influence étrangère dans son intérieur. L'Assemblée de la Nation est convaincue de cette importante vérité, qu'elle a apprise à ses



dépens, depuis assez long-tems. Tout ce que l'intrigue deconcertée, mais non découragée, a pu mettre en oeuvre pour retarder ses opérations, ou pour les rendre infructueuses, a été employé, depuis qu'il s'agit de poser les fondemens du nouveau Gouvernement. J'en appelle à la célèbre décision de cette même Asssemblée; j'en appelle à son unanimité même (car les Ennemis de leur pays n'osoient se montrer ce jour là) qui a résolu le 21. du mois de Fevrier l'abolition de la Constitution de 1768. la dernière marque de la servitude Polonoise. Quel que soit le degré de respect témoigné, par l'Auteur de *l'Examen* pour les décrets de la Diète, je me flatte, qu'à cette occasion-ci, mes hommages seront regardés comme aussi sincères, pour le moins, que les siens.

Mon Mémoire est bien court. J'ai tâché de le rendre clair, précis, & simple, & je crois avoir réussi. Je n'aime pas les figures, sur tout en affaire. Une seule m'est échappée qui paroît avoir excité vivement le dépit de l'Auteur de *l'Examen*. L'Epithète *d'orageuse*, appliqué à la Pologne, pendant cette Diète, lui déplait beaucoup; beaucoup au-delà, ce me semble, de son importance; mais sans vouloir défendre les Métaphores, je demande si la République, incertaine de son sort, armant de tous les côtés, expulsant par des décrets & des démonstrations hostiles, un oppresseur de son Territoire, & étouffant dans son sein le



germe d'une Révolte excitée par ce même oppresseur, et menaçant des mêmes horreurs et des mêmes atrocités de celle de 1768. Je demande, dis-je, si cette Epoque doit-être regardée comme un moment de *Calme*?

Mon Examineur - Citoyen employe à peu près la valeur de deux pages pour combattre mon assertion de la méfiance de la Pologne envers la Prusse pendant cette Diète. — Qu'elle soit fondée ou non, peu importe à l'essentiel de notre question, et il ne me paroît pas qu'il y ait de quoi échauffer la bile à personne. — Cependant l'Examineur, chemin faisant, dit beaucoup de mal de l'Angleterre & de l'Auteur du Mémoire. L'Existence d'une Opinion générale n'est pas facile à prouver; il faudroit, peut-être, pour l'établir aller aux voix secretes & faire un *Turnus* de toute la Nation Polonoise: mais comme cette maniere de constater la confiance ou la Méfiance envers la Prusse seroit un peu longue, il faut se contenter des preuves produites par les démarches de la Députation pour les Affaires Etrangères, l'Organe de la Diète et, par conséquent, de la Nation; Elle a (comme il est dit dans le Mémoire) invité le Ministre d'Angleterre à assister à ses Conférences avec l'Envoyé de Prusse sur des Affaires qui ne le regardoient qu'indirectement, en qualité de témoin, capable de rassurer la Pologne



sur les intentions & la bonne volonté de la Prusse. — On ne veut pas convenir que ce fit la Convention de *Reichenbach* qui fit disparoître la Confiance de la Pologne dans les Anglois. Soit. Mais si je me permettais de suivre l'exemple de mon Adversaire dans le choix de ses expressions polémiques, je dirai quelque chose de plus fort que *qu'il se trompe*, en disant que la demande de Dantzic & de Thorn étoit faite à peu-près à l'Epoque de cette Convention. Cette demande (si toutes fois il est permis de la nommer ainsi) n'a été faite qu'au moment où la République sur le point de signer son Traité d'Alliance avec la Prusse, mettoit en avant de nouvelles propositions de commerce. Aureste l'Angleterre n'a jamais appuyé, en aucun tems, la demande de Dantzic & de Thorn. Elle à seulement essayé de faire comprendre à la Pologne que la Cession conditionnelle de la ville de Dantzic (seule) pourroit lui rapporter de grands avantages.

Dans le véritable esprit du parti qu'il sert, notre examinateur-citoyen cherche toujours à me mettre mal dans l'esprit de la nation; mais s'y prend-il avec adresse? Non. Que ce soit un Ministre ou un particulier obscur qui trouve la Pologne *trop Colossale* pour la forme de son gouvernement, pourroit-il être



être soupçonné par la bonne foi & le sens commun de recommander le projet d'un nouveau partage dans une Brochure? Les cours qui ont concerté & exécuté le dernier, s'y sont-elles pris de cette façon? Je me flatte que tous les honnêtes gens & tous ceux qui n'ont pas un intérêt à pervertir le sens de mes paroles, liront dans l'expression de *trop Colossale* une invitation à la Nation Polonoise à adapter son gouvernement, à l'étendue de ses possessions & non par les possessions à la forme de son gouvernement. Voilà un beau motif pour me dédoncer au genre humain!

Notre bon citoyen passe à la critique de la Note Confidentielle, & rejette avec humeur la proposition de l'Aliénation de l'Angleterre de la Russie comme juste, & bien fondée (qu'il m'en coûte de répondre à toutes ces inutilités!) &, parlant d'un ton dogmatique il soutient que les sentimens de la Nation Anglaise peuvent être indépendans & même contraires à ceux de la Cour ou du Ministre. Je ne veux pas prendre la peine d'instruire mon Adversaire de la nature de la Constitution Britannique; mais toute l'Europe, excepté lui, conviendra qu'il n'y a jamais eu une époque dans l'Histoire Anglaise, où le Ministre ait joui d'une confiance plus entière de la Nation, qu'à celle-ci. Voyons si le refroidissement de ce pays est bien fondé: Je ne parle pas de sa populace ni de ses mate-



lots qui ne sçavent pas de quoi il s'agit & ne s'en mêlent pas; mais des gens instruits; des gens qui ont été dans le cas d'apprendre l'état de la question. Cette Cour de Russie remplie de sa dignité, & fière de sa *loyauté* (comme dit notre examinateur-*Citoyen*) à qui doit-elle cette élévation? A qui doit-elle d'être (si c'est vrai) au moins l'égale de la Nation Anglaise? Peut-elle oublier (mais oui, elle l'oublie) que c'est à cette même Angleterre qu'elle doit toute sa fortune? Quelle auroit été l'issue de sa dernière guerre contre les Turcs, sans ses ports, ses Officiers, & ses secours? *Triomphante* & désastreuse comme celle-ci probablement. Pour récompenser des services plus grands que *des Alliés* ne rendent quelque fois, lorsque la Nation Anglaise s'est trouvé engagé dans une guerre contre la France, l'Espagne, la Hollande & l'Amérique; que fait-elle? Elle se met à la tête d'une Neutralité Armée pour couper le peu de ressources qui restoient à cette Nation presque accablée par le nombre & la puissance de ses ennemis. La paix est venue & ses torts sont pardonnés. On tend la main encore à cette même Russie & on lui demande le renouvellement d'un *Traité de commerce*. Ce *Traité* est refusé aux Anglais, & dans la plus fausse de toutes les spéculations, est accordé à leur ennemi naturel. Peut-on nier que ce ne soient là des raisons justes & bien fondées pour l'Alliégation de l'Angleterre de la Russie.

Lorsqu'on parle de *Monopole* en Russie, il est évident qu'on n'a entendu parler que du commerce forcé, exclusif, & nécessaire que l'Angleterre a été, jusqu'ici, dans le cas de faire, faute d'avoir d'autres moyens de se pourvoir ailleurs. Le mot *Monopole* ne signifie pas toujours un Complot, pour ainsi dire, d'accapareurs qui s'emparent d'une branche de commerce: dès que le commerce, pour quelque raison que ce soit, est nécessairement, entre les mains d'un seul vendeur, toutes les idées reçues nous autorisent à l'appeller *Monopole*. Encore, ici, des mots!

L'Examineur, citant l'assertion que la Pologne offre tout ce que la Russie fournit, soutient qu'il est plus aisé de l'avancer que de le prouver.

On n'a jamais prétendu faire accroire que, dans ce moment-ci, la Pologne étoit en état de fournir à toutes les demandes de l'Angleterre; & j'ai démontré que j'étois du même sentiment que la Note confidentielle, ayant, vers la fin du mémoire, dit, que l'Angleterre nous recommandoit de *partager d'abord, & enlever, probablement, par la suite, tout le commerce des munitions navales &c. de la Russie*. Aucune subtilité de l'Examineur ne pourra renverser cette grande vérité; que, plus la Pologne jouira de la liberté de son commerce, plus elle deviendra féconde en productions pour l'alimenter. Sa population



sans s'enner des dents de (*) Cadmus (le citoyen à dit de Méduse, pour nous prouver qu'il n'étoit pas plus profond en littérature qu'en logique) augmentera, à proportion des moyens de subsistence, & les lumières, les découvertes, & les speculations utiles des étrangers aussi bien que des indigènes, accroîtront les avantages naturels du sol d'une manière incalculable. Voilà ce que nous pourrons raisonnablement prévoir. Voici ce que nous sçavons tous de positif, excepté l'examineur.

Les meilleurs espèces de Lin croissent dans la partie de la Lithuanie qui est entre le Niemen & le Duina.

Les meilleurs sortes & la plus grande quantité de Chanvre, croissent dans les Palatinats de Polock, de Wilna, de Mińsk, & Nowogrodek. Le Mâtüre est dans la plus grande abondance entre le Duina & le Pryecz en Lithuanie. Le Bois de Chêne dans la Volhynie & sur les Bords du Bog, au sud du 53eme Degré.

Les ports de la Prusse sont aussi près que Riga & plus près que St. Petersbourg; par conséquent, plus commodes pour l'exportation du Lin & du Chanvre; & les premiers aussi bien que le Niemen & les autres Rivières, qui ont une communication avec eux, sont

NOTE. (*) Il est permis de les appeller les dents de Cadmus; elles étoient à lui par droit de conquête, car il les avoit arraché de sa machoire du serpent.

plûtôt ouverts, c'est-à-dire, libres de glaces que le Duina. Ces Articles de la première importance, peuvent arriver aux ports de la Prusse, & en être exportés, de quatre à six Semaines plûtôt que de Riga, & de huit à dix plûtôt que de St. Petersbourg.

Tous les Mâts qui sont coupés sur les Rives de la Berezyna sont deux ans en chemin à Riga: ils descendent cette Riviere & remontent le Dnieper jusqu'à Orza en Russie, & sont déposés à terre dans cette contrée la première Année. La seconde, ils sont transportés, par terre, à Babinow, situé sur une branche du Duina, & arrivent à Riga au mois de Juin suivant. S'ils étoient transportés sur une branche du Niemen, ils arriveroient à Memel au mois de Juin de la première Année. Quant au bois de Chêne il doit être deux Ans en chemin à Riga, pendant qu'on sçait, par des expériences faites, qu'il pourroit arriver à Memel dans l'espace de trois ou quatre mois; c'est-à-dire depuis le mois de Mars jusqu'à celui de Juillet. Où est le Gentilhomme possesseur en Pologne qui ne soit intéressé à ces faits incontestables?

Voici encore un beau raisonnement.

Page 13. du l'Examen.

„ Avant le partage, avant la fiscalité Prussienne
„ Dantzig étoit ouvert aux Anglois ; mais ceux-ci
„ n'en faisoient pas moins leur Commerce avec les
„ Russes, donc il est *faux* que les Anglais, en se liant
„ avec nous, pourront se passer de la Russie. „ —
Mais. 1^e Dantzig défendoit son droit d'Etape & mé-
toit bien des entraves, trop sensibles à une Nation
entreprenante & accoutumée à faire le Commerce en
grand. 2^e Les Anglais ayant trouvé des facilités &
des avantages dans leur Commerce en Russie, y te-
noient depuis plus d'un Siècle, & l'on sçait que le
Commerce ne change pas légèrement, & sans de très
fortes raisons, ses routes accoutumées. 3^e Les prin-
cipes économiques, ainsi que les rapports Politiques
de la Russie ont pu faire chercher aux Anglais des
moyens de se soustraire à cette espèce de dépendance
dans laquelle les tenoient leurs liaisons Commerciales
avec la Russie. C'est pour cela qu'ils ont envoyé des
Voyageurs en Pologne. Ils se sont informés de nos
productions, de notre industrie &c. et ils ont vu qu'en
s'appliquant à exploiter notre Commerce, ils pour-
roient trouver chez nous beaucoup plus d'avantages
& surtout être moins gênés dans leurs opérations
politiques dans un tems où l'énorme aggrandissement
de la Russie les force de prendre des mesures incom-
patibles avec les intérêts de leur Commerce. Par
conséquent si l'Angleterre en concourant à nous ré-
lever & à favoriser notre industrie peut se donner en

Pologne des Etablissemens Commerciaux qui la délie de sa dépendance de la Russie, il est tout simple qu'elle le fera, & c'est précisément à cela que visent les démarches de cette Puissance comme c'est à cela que se réduit l'état de la question actuelle.

Page 13.

„ La Note developpe des raisons qui empêchent la Prusse de changer un Systême des vices duquel on convient. „

Il est impossible de suivre l'Auteur de l'Examen, dans tout ce qu'il dit relativement aux difficultés que l'Auteur de la Note Confidentielle apprehend pour le nouveau Systême économique en Prusse, d'où doit dépendre notre Traité de Commerce. — Il commence par accuser l'Auteur du mémoire d'avoir divulgué d'une maniere humiliante pour la Prusse ses préjugés économiques, ensuite il avoue qu'il y a peu d'institutions humaines qui aient fait autant de mal que les principes de la Regie Française. Après, il prétend que ces vices sont connus en Prusse, parce qu'une Commission établie à Berlin en 1787. c'est-à-dire dans un tems où l'on étoit animé contre les Fermiers François, decéla dans un Ecrit publié, avec l'approbation du Gouvernement, les préjugés, les défauts, & les inconvéniens de la Regie Française. Tout de suite il montre la



Pologne, la Prusse & Dantzic ruinées par ce malheureux Système, & il finit par déclamer contre le Gouvernement Prussien qui avoue ses torts & qui ne les répare pas.

Tout cela n'est qu'un morceau dont je prie mes lecteurs de faire usage pour les confirmer dans l'opinion de ce que la Note Confidentielle avoit taché d'insinuer, quoique avec beaucoup de réserve; c'est-à-dire que la Cour de Berlin craint le dérangement d'un Système vicieux & invétéré; qu'il faut sçavoir gré au Roi de vouloir consentir aux changemens qui pourront être nécessaires, & qu'il faut procéder avec beaucoup de douceur & de précaution pour lui persuader d'adopter un nouvel ordre de choses. —

En un mot, depuis la page 13. jusqu'à la page 18. l'Examineur prouve, avec beaucoup plus de force que la Note Confidentielle n'eut osé faire, que la Prusse connaît depuis longtems les vices de son Système fiscal, qu'Elle ne veut pas le réparer, ou, ce qui revient au même, que ce n'est pas par préjugé, mais par mauvaise volonté qu'Elle ne le change pas. Mais il ne prouve point que ce qui n'a pas été fait jusqu'ici, ne puisse se faire par la suite, & s'est précisément l'objet de la discussion.

Pag. 17.

“ Si les egards que le Cabinet de Prusse doit
 „ avoir pour les intérêts majeurs de ses propres sujets
 „ ne fussent pas pour l'obliger à changer un Syllème
 „ dont il reconnoit hautement les défauts, pouvons-
 „ nous espérer qu'on fasse ce sacrifice aux intérêts
 „ de la Pologne? “

La Prusse ne le fera pas pour les intérêts de la Pologne; mais pour ses intérêts avec la Pologne, mais pour la possession de Dantzic; quoique, comme l'assûre l'examineur ce soit *une ville sans territoire, sans revenus, sans industrie &c.* Et qui ne sauroit remplir le Vuide qu'occasionneroit à la Prusse un pareil changement. Une ville qui, selon l'examineur lui même, a trois millions de Ducats par an en circulation; une ville qui surpasse Koenigsberg, Stettin & tous les ports Prussiens les plus favorisés, pourroit probablement remplir le Vuide qui résulteroit pour quelques années à la Prusse du changement en question.

Non, dit l'Examineur: “ parceque Dantzic
 „ passant sous la Domination Prussienne perdrait en-
 „ core le peu qui lui reste, car, dit-il, Dantzic de-
 „ venant Prussien, seroit exposé aux caprices du Ca-
 „ binet, à l'impéritie des Ministres, à l'avidité de
 „ quelque autre Launay &c. “ C'est à dire que cette



ville deviendrait comme celles qui sont sujettes à un gouvernement absolu, dont aucune n'offre à la confiance des Négociants, la liberté, la sagesse, & l'*immovibilité* des loix, que l'examineur regarde, avec raison, comme les bases de tout commerce. Sans doute que le Citoyen doit prétendre que Riga, Petersbourg, Alexandrie & Smirne ne sont pas faites pour inspirer de la confiance aux Négocians, ou que la Russie, & la Natolie, ne sont point sous une domination absolue.

Pag. 19.

“ L'Angleterre, à l'époque du partage, s'intéressa à conserver Dantzic à la Pologne, parce qu'elle sentoit toute la force des considérations ci-dessus; il est étonnant que ce même Cabinet change aujourd'hui de politique. ”

Quelques aient été dans le tems les bruits adroitement repandus à Varsovie, & quelqu'instruit que puisse être le *Citoyen* des secrets des Cabinets, on ne décidera pas sur sa parole qu'elle part eut l'Angleterre à la conservation de Dantzic. L'Angleterre a été certainement contraire à la Cession de Dantzic; si aujourd'hui Elle nous conseille autrement, l'Examineur, au lieu de s'en étonner, ou d'accuser la nouvelle conduite de cette Puissance, devoit en



chercher *les raisons* dans les circonstances actuelles de l'Europe, dans l'Etat de la Pologne, & de Dantzig elle même. *Ces raisons* font de nouveau, le sujet de la discussion, que l'examineur a soin de laisser toujours toute entière à l'écart.

Ibidem:

“ Ce n'est donc pas pour avoir un dédom-
„ magement du sacrifice qu'on veut faire en notre
„ faveur, qu'on nous demande Dantzig; c'est uni-
„ quement pour l'avoir. “

Ici l'examineur montre tous les avantages que se promet la Prusse de la possession de Dantzig; nous devons lui savoir gré de cette énumération dont nous voudrions pouvoir garantir la vérité, & il nous permettra, sans doute, de mettre ces mêmes avantages en ligne de compte *pour remplir le vuide* que la Prusse doit ressentir, selon lui, *du nouvel ordre des choses.*

Ici se présente une considération générale qui nous dispense, pour un instant, de suivre de près l'examineur dans ses chemins répliants & tortueux.

La ville de Dantzig a une circulation annuelle de *trois millions de Ducats*; elle surpasse encore tous les ports les plus favorisés de la Prusse; elle est



à la convenance de cette dernière Puissance, sous tous les rapports commerciaux & politiques; la Cour de Berlin met tout en oeuvre pour avoir cette Ville. Voilà les aveux même de l'examineur. L'Angleterre nous demande le sacrifice de cette Ville pour obtenir de la Prusse un changement de Système économique, que la Prusse elle même reconnoît comme vicieux, & qu'elle aura tout l'intérêt de changer; voilà de quoi encore l'examineur convient. La question se réduit donc à voir. 1^{re} Si l'acquisition de Dantzig, réunie aux avantages que le nouveau Système économique & politique, doit produire à la Prusse, doit engager cette Cour à s'exposer, pour quelques années, à un *vuide sensible dans ses revenus*; & cette partie de la question demande un calcul bien exact des avantages & des pertes.

2^o Si la cession de Dantzig est un sacrifice nécessaire à la Pologne pour obtenir les avantages politiques & commerciaux qu'on lui promet en échange?

3^o Si le sacrifice de cette ville est assez grand, pour que la Pologne renonce plutôt que de le faire, aux avantages qu'elle en doit espérer.

4^e Si les moyens qu'on lui offre de s'assurer ces avantages, après avoir cédé Dantzig, sont tels que



la République doit raisonnablement s'en contenter & les regarder comme des bases solides de son commerce & de son existence politique.

Les premiers trois points de cette discussion importante sont encore à traiter. L'auteur de l'examen s'est uniquement attaché à discuter le quatrième, qui, à la vérité, est celui de tous sur le quel il ne faut pas laisser de doutes.

En attendant donc que les premiers trois articles soient exposés dans leur vrai jour, je suivrai l'examineur dans la discussion du dernier.

D'abord il affirme que nous ne devons pas regarder comme une sûreté suffisante pour nous, les promesses de la Prusse; & il en donne une raison bien frappante dans la conduite de cette Cour après le traité de 1775; conduite que l'acquisition de Dantzic la mettroit toujours plus en état de fuir à notre égard sans que nous ayons de notre côté les moyens d'en tirer raison.

L'Auteur du Mémoire, convaincu par l'histoire de tous les siècles & de toutes les Nations, que l'intérêt seul fait toute la force & la solidité des conventions politiques, loin d'appuyer sur les promesses de la Cour de Berlin, avoit tâché de prouver — que



la Prusse à qui la seule appréhension d'un *Vuide sensible* dans son revenu rend si difficile le changement d'un *Système* qu'elle reconnoit comme vicieux & nuisible pour elle, ne sauroit certainement, par les caprices ou l'ignorance d'un Ministre, ou par l'avidité d'un Traitant, bouleverser le nouveau *Système* qu'elle pourroit embrasser dans la Négociation actuelle, sur tout après que l'expérience le lui auroit montré aussi avantageux que le *Système* présent est mauvais.

Ce raisonnement conduisoit donc naturellement à se demander; — S'il ne seroit pas possible de faire avec la Prusse un *tel* traité de commerce, à de *telles* conditions & sous de *telles* reserves, que la moindre infraction de sa part, entraînant nécessairement un *tel* désordre dans ses finances, une *telle* perte dans ses revenus, un *tel* dérangement dans ses rapports politiques, que pour longtems il lui fût impossible d'y manquer, & même d'en changer la plus petite chose?

Voilà proprement la question réduite aux termes les plus précis, & sur les quels toute déclamation devenoit inutile.

Cependant *l'Examineur*, comme s'il n'eût pas senti la force de cet argument, qui étoit cependant très prononcé dans le Mémoire, revient à l'exemple



de M. de Launay, & voici de quelle maniere il le combat,

“ La Prusse étoit, avant le Système François,
„ sur le pied même qu'on lui demande de l'établir
„ à présent.

“ *Malgré cela* elle en a meconnû l'utilité, &
„ s'est laissée entraîner à des erreurs qui lui seront
„ longtems funestes: les mêmes causes ne pourront-
„ elles produire une autre fois les mêmes effets? “

Il est certain que le Système Prussien n'a jamais été sur le pied qu'on le demande. La Prusse elle même par sa nature de pays conquérant, par les principes de Frédéric, par ses rapports politiques, étoit dans une toute autre situation qu'à présent.

L'Europe offroit à la politique des Cabinets un tout autre tableau qu'aujourd'hui.

Ces deux points de vûe suffisoient pour démontrer que la Prusse n'étoit, ni ne pouvoit être, avant le Système de M. de Launay, sur le même pied qu'on lui demande de l'établir.

La Ville de Dantzic n'étoit pas une possession de la Prusse; & les autres ports Prussiens ne faisoient qu'un trop foible commerce.



Les Anglois ne songeoient pas à tourner leurs spéculations vers la Pologne, & à nous inviter à devenir les concurrens du commerce de la Russie dont ils étoient les amis & le soutien. Quand même le Sytème de fiscalité introduit par M. de Launay, n'eût pas, avant lui, gêné & accablé le commerce Prussien, on étoit bien loin de la liberté de Transit qu'on demande dans ce moment.

Toutes ces réflexions devoient arrêter la plume de l'*Examineur*, avant de hasarder une assertion si peu fondée; il se seroit apperçu alors, peut-être, de la fausseté de sa conclusion; parceque les causes d'autre fois n'étoient pas les mêmes qu'aujourd'hui; & parceque, pour produire les mêmes effets, les mêmes causes ont besoin des mêmes moyens, & supposent les mêmes circonstances. Ma maison étoit très sûre avant qu'un Voisin malveillant en eut affoibli les fondemens par une excavation dangereuse. Je remplirai le creux, j'achèterai le terrain à 40. pas à l'entour de ma maison, & je la fortifierai si bien qu'elle ne sera plus menacée de ruine. Non, dirait mon *Examineur*, — Votre Voisin ne peut-il pas creuser encore à 40. pas? Et la même cause ne peut-elle pas produire le même effet?

En suivant l'esprit de la logique de l'auteur du Mémoire, il s'agit de voir si le Sytème qu'on demande

mande à la Prusse d'adopter peut lui devenir *si utile*, que sans un aveuglement qu'on ne doit pas prévoir, elle ne puisse songer à le quitter; Si ce Système est *si intimement lié* avec les principales branches de son administration, que sans un bouleversement général, elle ne puisse y toucher; & s'il sera *si nécessairement attaché* à tous ses rapports politiques, que sans porter un changement total à la situation ou aux intérêts des puissances alliées, elle ne pourra le renverser.

Si, d'après les maximes de la politique, on peut conclure avec la Prusse un arrangement qui ait *ces trois qualités*, l'Examineur pourra multiplier à son aise les de Launay & les Ministres ignorans ou corrompus, l'arrangement n'en subsistera pas moins, & les *mêmes causes*, ou demeureront *sans effet*, ou en produiront un *tout autre*.

L'Auteur du Mémoire outre ce premier fondement de sûreté pour la Pologne, en avoit ajouté un second qui n'étoit pas moins capable de prévenir & dissiper les craintes; la garantie de l'Angleterre. Et comme il a déjà déclaré que ce n'est pas à la loyauté, mais à l'intérêt des Nations, que la politique nous apprend à croire uniquement, il avoit appuyé ses assurances sur *l'identité* des intérêts commerciaux de l'Angleterre avec la Pologne, & sur *l'importance majeure* de tout ce qui est commerce



pour cette Nation qui vient de sacrifier une somme immense pour la navigation & le commerce à Nootka.

L'Examineur traite cette partie avec toute l'adresse & toute l'habileté possibles.

“ 1^e Les garanties, dit-il, sont un moyen trop décrié en politique pour s'y fier. “

“ 2^e L'Angleterre pourra-t-elle nous garantir de toutes les *Cavillations* & avanies, & de tous les petits moyens *financiers*, dont la Prusse saura vexer notre commerce, à moins de n'avoir des inspecteurs surveillants dans toutes les Douanes de Prusse; & en supposant même que cette Cour soit docile à ses remontrances, ou qu'elle tremble à ses menaces? “

“ 3^e Il se passera un grand espace de tems avant que le commerce de la Pologne ne devienne un objet majeur pour l'Angleterre, au point de lui faire prendre les armes pour en défendre ou en augmenter les avantages; si les Anglois ont armé & dépensé trois millions Sterl. pour l'affaire de Nootka, très légère en elle même, c'est que toute affaire de ce genre entre elle & ses deux rivales naturelles la France & l'Espagne, quelque mince qu'en soit l'objet, quelque léger qu'en soit le prétexte, devient de la



plus grande importance par son but, ce qui ne peut avoir lieu à l'égard de la Prusse avec qui l'Angleterre n'est point en rivalité, & qu'elle doit même regarder, dans l'état actuel de l'Europe, comme son alliée naturelle. “

“ 4^e Quand même les choses en seroient au point que l'Angleterre fût forcée de défendre son traité de commerce avec nous en prenant les armes contre la Prusse, comment lui feroit-elle la guerre? par mer? Mais la Prusse n'est pas une puissance maritime. Par terre? Mais une guerre continentale ne peut-être qu'impolitique & ruineuse pour les Anglois qui devroient la faire tous seuls contre la Prusse, & qui auroient tout à craindre pour le Hanovre. “

5^e Ils feront par rapport à la Prusse ce qu'ils font depuis longtems à l'égard de la Russie. Ils la menacent d'une guerre qu'ils n'osent pas entreprendre, & qu'ils n'ont aucun moyen de faire, soit craint d'échouer, soit égard pour leurs propres établissemens en Russie, qu'ils risquent de ruiner.

Il est fâcheux que ce bel échaffaudage de raisonnemens doive tomber tout à coup, avec toute sa décoration élevée pour en imposer quelques instants.



Il tombe, en supposant que sur la base de notre traité de commerce avec la Prusse, l'Angleterre ouvre chez nous un chemin à ses achats, & un débouché pour ses Manufactures, la *garantie* ne sera qu'un nom; & notre *garant* véritable sera l'intérêt que cette puissance prendra à ce traité.

Il tombe, en supposant notre traité avec la Prusse fait de manière que les *avaries* & les petits moyens des commis ne puissent jamais avoir lieu; &, par conséquent, que les inspecteurs Anglois aux douanes de Prusse seroient inutiles.

Il tombe, en supposant que quelque puisse devenir avec le temps l'importance du commerce Polonois pour l'Angleterre, pourvû qu'elle y trouve de quoi remplacer, du moins pour la plus part, celui qu'elle ne peut plus faire avec autant d'avantage en Russie, la Cour de Londres le sauroit bien protéger sans permettre ou souffrir dans notre traité avec la Prusse, des infractions ou des innovations qui pourroient lui être préjudiciables.

Notre *Examineur* empruntant le langage de quelques *pamphlets* de l'*opposition* s'efforce de dénaturer la conduite du *Ministre* dans l'affaire de Nootka, & d'affoiblir les conséquences de cet exemple. Quoi qu'il lui plaise d'en dire, la nécessité des Ar-



ticles qu'offre à la Marine Angloise le commerce de la Baltique, est pour le moins aussi *naturelle*, que *l'aversion prétendue de la Nation contre la France & l'Espagne*. Les objets de ce commerce seront aussi *grands & toujours subsistans*, que ceux qui font les *bases de cette rivalité*. Toute entrave qu'on mettrait à ce commerce, deviendra donc *bientôt majeure*, comme toute *collision* avec les *Nations rivales*. La moindre plainte, la plus légère appréhension relative au commerce de la Baltique *réunira donc tous les esprits* en Angleterre, & servira le Ministre comme la *rivalité*; & l'exemple de *Nootka* sera renouvelé à notre égard avec d'autant plus d'énergie que l'approvisionnement de la Marine est pour l'Angleterre le premier objet, que la *rivalité même* avec la France & l'Espagne rend toujours plus important.

Faut-il toujours une guerre pour assûrer l'exécution d'un traité de Commerce? Les Puissances, surtout celles du premier ordre, n'ont-elles pas mille moyens d'obtenir raison d'un tort, & de faire valoir leurs plaintes sans prendre les armes? Et mon *Examineur* est-il donc si neuf dans la Diplomatie, & si peu instruit dans l'histoire des Négociations, qu'il ne connoisse d'autre voye de faire respecter un droit, un traité, une garantie, que la guerre? Si avant que de décider les Anglois à se porter hostilement contre la Prusse, il faut supposer que les profits de leur com-



merce avec nous valent une guerre, ou que les dommages qui résulteroient des infractions, des vexations *financières*, méritent, (indépendamment de l'honneur national) qu'on en demande réparation à tant de risques & de fraix; ne faut-il pas supposer aussi, que la Prusse devra calculer de son côté, si le misérable avantage de quelques opérations de commis, ou d'une speculation *financière*, peut balancer le tort & le discredit d'une violation de traité, le refroidissement & la perte d'un allié utile & puissant, les représailles, les vengeances indirectes, les désagréments & les oppositions secrètes dans des Négociations éloignées, & auprès des autres puissances; enfin l'aigreur, les ruptures, & un renversement total de rapports, de liaisons, de mesures, & tant d'autres suites, souvent plus dévastatrices & plus durables qu'une guerre?

C'est dommage que l'Auteur de *l'Examen* n'y ait point songé: mais il auroit pu nous peindre, dans sa grande manière, le tableau effrayant de ce qu'il en coûte à la Russie d'avoir perdu de vue, ou méprisé ce calcul. La guerre dangereuse & meurtrière de la Suède qui a menacé Petersbourg, trois campagnes contre la Porte marquées par des *triumphes* ensanglantés; des sommes immenses versées dans l'étranger; une Dette énorme, des pertes incalculables pour la population, l'industrie & le commerce, un système fédératif qui la contraindra peut-être de renoncer à



jouer un rôle en Europe ; tout cela auroit dû convaincre l'Auteur de *l'Examen* que les cabinets se livrent souvent des combats funestes aux Empires, & dans les quels l'habileté ou la crainte pourroit aussi bien *garantir* les traités, que des armées & des flottes..... Mais *l'Examineur* a mieux aimé contempler les cinquante Vaisseaux de Ligne Russes ; les promenades inutiles ou les naufrages des Escadres Angloises ; leur bombes éclater sur les Magazins & les Comptoirs de leurs Compatriotes, & la Baltique fermée aux Anglois par les *intérêts permanens* de la Suède & du Danemarck.

Son imagination s'est egayée à ce spectacle ; mais c'est aux dépens de ses connoissances en Politique. (*)

Cependant ne pourroit-il pas arriver, reprend *l'Examineur*, que la Prusse entraînée par l'appas d'un profit momentané, ou prête à changer de rapports

NOTE. (*) *L'Examineur*, page 23. suivant, raisonne en homme d'Etat consommé sur l'Embarras où seroit l'Angleterre dans ce cas ; surtout lorsqu'il la voit isolée & qu'il oublie les alliés qu'elle auroit nécessairement, ne fût ce que par la communauté d'intérêts, sans en excepté la Pologne qu'il auroit du, cependant, compter pour quelque chose.



politiques, bravât l'Angleterre, & préférât une rupture? Et dans ce cas que deviendrait notre commerce & la *garantie* de la cour de Londres?

Mais 1^o C'est dans la vûe de prévenir (*autant qu'il est donné aux cabinets éclairés de le faire*) un pareil événement, que le traité de commerce entre la Pologne & la Prusse doit-être *entièrement lié avec un système fédératif*, qui le rendra inviolable par l'intérêt même qu'y prendroient plusieurs puissances ensemble.

2^o La meilleure manière de répondre à cette question, c'est d'en faire d'autres; les Voici. Sans ce traité de commerce avec la Prusse, que deviendra Dantzig? Que deviendra la défluitation de la Vistule? Que deviendra le commerce de la Pologne sur la Baltique? Calculons les deux Hypothèses, les chances pour ou contre (*) dans les deux cas; & décidons s'il nous convient davantage de renoncer à tout ce
qui

NOTE. (*). Ce calcul doit être calme & réfléchi. Je demande même qu'on y fasse entrer les mille (*Et une*) circonstances politiques, qui selon l'Examineur, ne sont pas même éloignées, & qui doivent affranchir la Pologne de ses gênes humiliantes (page 23. suivant) & les mille (*Et une*) combinai-



qui peut relever notre commerce, animer nos villes, & augmenter notre reproduction & notre industrie, pour la crainte éloignée d'un changement que tout doit rendre improbable: ou de profiter du moment pour nous assurer la liberté du débit, & qui plus est, l'indépendance & l'existence politique.

J'avois fait quelques remarques sur la loi portée dans la Diète contre la cession de toute propriété territoriale. *L'Examineur* répond d'un ton de maître " qu'une nation a le droit de ceder une „ conquête ainsi qu'une possession acquise, qui, par „ la nature de sa Constitution, n'a pas été admise à „ faire une partie de la chose publique; mais aucune „ Nation, dans aucun cas possible (celui de la force „ excepté) ne peut avoir le droit de ceder une partie „ integrante de l'Etat sans le consentement de ceux „ qu'elle veut séparer de son corps. " (page 26.)

Dans ces principes de *l'Examineur*, rien n'étonne, pas même la tournure pedantesque dont il

sons politiques aisées à prévoir, (page 28.) qui peuvent affranchir Dantzic des entraves cruelles &c. J'aime trop ma Patrie pour vouloir qu'on se dissimule ces circonstances & ces combinaisons politiques. Je demande seulement qu'on ne les présente ainsi en raccourci, & surtout qu'on évite le ton de la déclamation,



fait usage. Cette matiere entierement étrangere à notre sujet nous dispense d'entrer dans une discussion suivie; mais il me sera permis de remarquer en passant. —

1^o Que le droit de céder une conquête ou une possession acquise, qui ne faisoit pas partie de l'Etat, n'est pas aussi général que l'*Examineur* le prétend.

2^o Que toute cession d'une portion de l'Etat de Nation à Nation, suppose le consentement de ceux dont on veut se séparer.

3^o Que la *force* n'est pas absolument le seul titre qui autorise une Nation à céder une *partie intégrante* de son Etat, à moins que par le mot *force* on n'entende toute nécessité, qui met l'existence de la plus grande partie du corps politique en *collision* avec la conservation de la moindre partie. Par conséquent toutes les fois que le corps politique ne pourroit se conserver sans renoncer à l'une de ses parties, la Nation non seulement a le droit, mais encore elle est en devoir de renoncer à la partie qu'elle ne pourroit conserver sans se perdre; puisque le but du pacte social étant l'existence & le bien être de toute l'association, dans ce cas, la partie qui refuseroit de se séparer, voudroit la destruction de ce même corps; pour la conservation du quel on l'y avoit associé.



4^e On peut affirmer que dans aucun cas possible (pas même la force , pas même la nécessité la plus impérieuse exceptées) une Nation ne peut *céder à une autre*, soit une partie intégrante, soit une conquête. Elle peut seulement *se séparer* de la partie qu'elle ne sauroit conserver sans se perdre; mais une fois *séparée*, elle n'a plus d'autre rapport avec la *partie séparée*, que celui d'*égal à égal*, & par conséquent elle n'a pas celui d'en disposer.

5^e Ce principe étant nécessairement compris dans le pacte primitif de toute société politique, rien de plus inutile que d'en faire une loi , d'autant plus qu'aucune Nation n'étant censée vouloir renoncer à une *partie d'elle-même par caprice*, & *sans une nécessité inévitable*, une loi qui défendrait une pareille renonciation, seroit précisément faite pour un tems, où il seroit impossible de l'observer.

6^e D'après ces principes on pourroit démentir à l'*Examineur* sur quel fondement il a pu croire qu'on proposeroit à la Pologne de renoncer à sa suzeraineté sur Dantzic sans qu'on eut le consentement des Citoyen de cette ville? Qui lui a dit que cette renonciation ne seroit pas étayée de la volonté manifestée, de la satisfaction des Dantzicois eux mêmes? Pourquoi n'admettroit- il pas le cas que les Dantzicois pourroient sentir leur situation précaire; qu'ils pour-



roient désirer, demander même un jour, de passer sous la protection de la Prusse? Pourquoi s'imagine-t-il qu'on ne songera pas à leur conserver leurs privilèges? Faut-il s'obstiner à faire craindre le mal, quand il s'agit d'opérer le bien?

Page 28.

“ Dantzig est le seul Débouché qui reste à la „ Pologne sur la Baltique. “ Notre Examineur oublie, que Dantzig n'a plus de port, &, par conséquent, ne peut pas être un débouché.

Ibid:

“ La République ne peut, & ne doit pas prêter „ l'oreille à aucune proposition, qui ait pour objet „ la cession de Dantzig, c'est la conclusion de mes „ raisonnemens. “ Cette conclusion est digne de ses prémisses. — *L'Examineur* évite bien soigneusement de parler de la situation physique de Dantzig. Il voudroit nous cacher la vérité la plus importante de toutes celles que nous avons mis en avant pour éclaircir ce sujet; une vérité si grande, si frappante, si irrefragable qu'elle rend tous les raisonnemens que nous avons employés pour satisfaire le public & répondre à *l'Examineur* absolument superflus. *Dantzig s'en va toute seule!* Vous avez un cheval dans votre Ecurie que la faculté Vétérinaire a déclaré, unanimement,



atteint d'un mal intérieur que rien ne peut guérir, & qui doit, bientôt, l'emporter. Et vous voulez refuser toutes les offres qu'on vous fait pour l'acheter dans cet Etat? Vous avez donc perdu l'esprit?

L'Auteur de l'Examen Ami d'une cour qui ne songe qu'à nous tenir dans sa dépendance, & qui a tout à craindre pour son commerce de Riga, tache de nous persuader de garder Dantzic pour exclure jusqu'à la moindre probabilité d'améliorer le nôtre, & pour entretenir entre nous & la Prusse les germes d'une méfiance qui peut donner tôt ou tard à la Cour dont il est le partisan & le Chevalier la plus belle occasion de nous brouiller. Non; mes Concitoyens, on ne voudroit pas que vous fussiez en état de vous relever. C'est ce qu'on craint le plus, on ne voudroit pas que vous eussiez une existence stable & permanente. On voudroit empêcher le Prusse de profiter de ce moment pour achever un ouvrage qui feroit le lien & le bonheur des deux Nations. Peut être songe-t-on à se rendre maître des conditions, sans que nous en ayions ni le mérite, ni le prix. Voilà le mot de l'Enigme!

Ibid:

„La Diète actuelle n'a pas donné à la Pologne
„une armée, un Revenu, une Administration, pour
„sceller ses opérations par une lacheté &c.“ — Le



présent est gros de l'avenir. Jamais il n'y a eu une époque aussi importante pour la Nation Polonoise. De la décision prochaine de la Diète sur la question, que nous agitions, dépendra son bonheur, & peut-être son existence. Le Ciel fasse, que chacun qui aura à donner sa voix à cette occasion, consulte la conscience & ses lumières ! Il aura à répondre à Dieu & à son pays, si, inconfidemment, ou méchamment, il concourt au refus des offres qui sont faites à la Nation dans un moment qui ne reviendra plus.

Le Lecteur me pardonnera la transcription d'un passage à la fin de mon Mémoire, pour me justifier contre une tirade déclamatoire de l'Examineur; on pourroit, sans cela (n'ayant pas cet Imprimé à la main) imaginer, que j'avois outragée la Nation Polonoise, & que je lui avois dit les injures les plus impardonnables.

“ D'abord il est impossible, que la Nation Angloise, qui ne peut avoir qu'un intérêt commun avec notre République, & qui est si éclairée sur ses propres affaires, puisse nous donner un mauvais conseil. En partant de ce principe, je crois que nous pourrons lui abandonner hardiment, au moins, le soin de nos affaires de Commerce: Elle sçait, j'ose le dire, mieux ce qu'il nous faut, que nous-mêmes nous ne le sçavons. — Y-a-t-il là de quoi crier



(pour me servir d'une expression à la mode) à la lanterne? Ce n'est pas là le seul passage, à beaucoup près, de mon Mémoire, que j'aurois pu transcrire au long pour fortifier sa défense.

Je respecte trop la Nation Angloise pour vouloir m'offrir ici pour son Apologiste. Tout ce que je sçais, en gros, & avec le reste de l'univers, c'est, que par ses forces, son credit & sa sagesse, depuis 1787. sans vouloir attenter à la propriété de personne, Elle a fait sentir deux fois à la France & une fois à l'Espagne, que la paix pourroit leur convenir mieux que la guerre. Par la modération & son amour de la paix elle donne un exemple, qui mérite d'être suivi par des peuples *moins puissans* peut être; &, quant à sa *banqueroute*, que mon Examineur envisage comme si prochaine, il faut avouer que ce n'est pas de l'état de ses fonds publics, montés à un point sans exemple, qu'il peut le présumer. Je vois dans ce pays-là un Roi intégrè religieux & sage, chéri de ses sujets, & respecté dans toute l'Europe. Un Ministre vertueux, éclairé & appliqué, promettant de porter son pays au plus haut degré de prospérité; enfin de lui faire jouer le plus beau rôle de notre planète, celui de pacificateur de la Terre.

Le Citoyen appelle la liberté Angloise une *ombre de liberté*. Quelle qu'elle soit, elle suffit pour



tourner la tête à bien de mauvais Imitateurs. Qui sçait? Cette ombre, traversant le continent à pas de Géant, arrivera plutôt qu'on ne le pense, peut-être, dans les contrées les plus septentrionales de l'Europe pour épouvanter le Déspotisme, & faire pâlir l'usurpation & le crime.

Page 29.

“ Je pourrois ici m'arrêter sur ce que l'Auteur dit des intentions hostiles de la Russie à notre „ égard &c. “ Jamais il n'a voulu parler des *intentions hostiles* de la Russie envers la Pologne dans la stricte acception du mot. Je suis trop éloigné de croire la Russie assez formidable pour faire naître la crainte d'une invasion chez nous. Les 100,000. hommes sur les confins de la Pologne (c'est ici qu'on a semé les dents de Cadmus) n'effrayeroient pas une Nation guerrière & animée contre ses oppresseurs. C'est contre les hostilités de la corruption & de l'intrigue, deux ennemies bien plus redoutables, que je voulois mettre mes compatriotes sur leurs gardes.

Le Citoyen parle des outrages de la Pologne envers la Russie. Il la veut *outrageante*, & il ne la vouloit pas *orageuse*. Si je ne craignois pas d'être soupçonné de vouloir employer des artifices populaires pour capter des suffrages, je pourrois dire
des

des choses bien flatteuses pour le caractère peu vindicatif des Polonais. Je pourrois, en rapellant toutes les horreurs, tous les genres d'oppression & d'insulte que ce brave peuple a si patiemment enduré depuis tant d'années de la Russie; je pourrois, dis-je, en contrastant sa conduite depuis deux ans avec celle de sa voisine, la montrer à l'Europe pour un modèle de modération & de douceur. La servitude étrangère est la pire de toutes; & il arrive rarement qu'un peuple secoue un joug de cette espèce sans se porter à quelques violences, à quelques extrémités, pour peu qu'il soit animé au dedans & appuyé au dehors. Aucune atteinte n'a été portée soit à la vie soit à la propriété d'aucun Russe en Pologne depuis que l'ouvrage de l'indépendance Polonoise est commencé: & sa Révolution la plus utile (si elle n'est pas la plus éclatante) qui ait eu lieu en Europe, depuis celle de France jusqu'à celle de Genève, a été heureusement (comme dit l'Examineur lui-même) le moins souillée de sang & de cruauté. Réclamer sa liberté, revendiquer son Territoire, étouffer des complots, repousser des aggrèsions hostiles de ses frontières & se mettre sur la défensive; voilà tous les outrages que je connois de la Pologne envers la Russie.

Je ne sçais qui a conçu la première idée de la Chaine fédérative, qui pourra consolider & rendre durable (non pas *perpétuer*) la paix de l'Europe.



Mais il est à présumer, que la nullité de la France, incapable de former une contre-ligue, l'a suggéré. Voila l'espèce d'Alliance qui convient à la Pologne, & qui vaut bien mieux, que l'option recommandée par l'Examineur au commencement de son écrit, d'une connexion fédérale *avec la Puissance qui auroit le moins d'intérêts compliqués à ménager vis-à-vis d'Elle.*

Lorsqu'on est échauffé par des altercations de vive voix, des expressions peu mesurées, l'oubli des bonnes manières, & les personnalités mêmes peuvent être excusables. Mais ce n'est pas là le cas de celui qui écrit. Il a tout le tems de se calmer avant de se présenter au public. La violence & la foiblesse vont souvent ensemble, & il arrive presque toujours que les argumens sans poids sont accompagnés d'expressions indécentes. La modestie de l'Auteur de l'Examen, en parlant de lui même, répare, je l'avoue, son incivilité envers moi & me désarme. Il dit que son nom n'ajouterait pas de prix à son ouvrage. Je le crois. Les hommes bien nés sont rarement grossiers. L'immortel Fenelon, recevant de Bossuet une Réponse à ses opinions sur le Quiétisme remplie d'amertume, lui dit. " Il faut, Monseigneur, que vous ayiez pris mes raisons pour des injures, puisque vous répondez par des injures à mes raisons. "



Je prens ici congé de mon adversaire & de notre controverse, & j'attens avec les sentimens de vénération & de respect que l'Examineur a si souvent voulu me contester, la décision des Illustres Etats sur la question que nous avons pris la liberté de discuter.



Je tiens ici conseil de mon adversaire & de
notre contrevain, & j'attens avec les sentiments de
vérité de de respect que l'Examiné a à son
vrai vouloir me connaître, la décision des Juges
Etats sur la question que nous avons posée à l'égard
de l'écrit

Biblioteka Jagiellońska



std:0026471

